



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 10 40, F +41 26 305 10 48
www.fr.ch/ce

Conseil d'Etat
Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

Département fédéral de l'environnement, des
transports, de l'énergie et de la communication
DETEC
Madame Doris Leuthard
Conseillère fédérale
3003 Berne

Fribourg, le 22 janvier 2013

Stratégie énergétique 2050

Madame la Conseillère fédérale,

Votre Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) a consulté le Conseil d'Etat du canton Fribourg par lettre du 28 septembre 2012 à propos de l'objet cité en titre. Après analyse des documents, nous avons l'avantage de vous transmettre notre détermination à cet égard.

En préambule, le Conseil d'Etat relève que **la stratégie énergétique 2050 de la Confédération est en adéquation avec la politique énergétique adoptée par le canton de Fribourg en 2009**. Elle coïncide également avec les principes directeurs de la politique énergétique adoptée le 4 mai 2012 par la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK). Nous saluons tout particulièrement la décision du Conseil fédéral d'abandonner progressivement l'énergie nucléaire et sa volonté de présenter des mesures cohérentes permettant d'atteindre cet objectif ambitieux. Des efforts devront être consentis, qui permettront à la Suisse de disposer d'un approvisionnement énergétique fiable, économiquement efficace et durable. Le Conseil d'Etat rappelle néanmoins que les cantons tiennent à la répartition fondamentale des tâches et des compétences en matière d'énergie, de fiscalité, d'aménagement du territoire et de politique environnementale.

La concrétisation des objectifs définis dans la stratégie énergétique 2050 passera inmanquablement par un **bon compromis à trouver entre les mesures incitatives et les mesures contraignantes**. En effet, le résultat de la votation populaire qui s'est déroulée le 25 novembre 2012 dans le Canton de Fribourg sur la loi sur l'énergie, avec notamment le rejet de l'interdiction d'exploiter les chauffages électriques dès 2025, a mis en évidence la difficulté d'introduire des mesures contraignantes touchant particulièrement les acquis et le « portefeuille » des personnes concernées, quand bien même la rentabilité des mesures peut être démontrée sur le moyen terme. De ce fait, les enjeux de la politique énergétique fédérale devront faire l'objet d'une importante sensibilisation, ciblée auprès de tous les acteurs concernés, démontrant la nécessité d'introduire un certain nombre de mesures cohérentes.

Le Conseil d'Etat salue également le fait de vouloir **considérer d'intérêt national le recours aux énergies renouvelables**. Il est néanmoins de l'avis qu'il faut renoncer à inscrire des prescriptions relatives à l'aménagement du territoire dans la loi sur l'énergie. Par ailleurs, l'importance du plan

des potentiels reste floue et problématique du point de vue des cantons, de même que son processus d'élaboration est également confus et ne respecte pas la répartition des compétences Confédération / cantons définie par la Constitution fédérale.

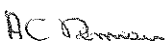
D'une manière générale, le Conseil d'Etat adhère à la prise de position formulée par l'EnDK relative à la stratégie énergétique 2050. Il estime en outre que certains points du projet de la stratégie mériteraient d'être encore approfondis ou réexaminés, notamment les points suivants :

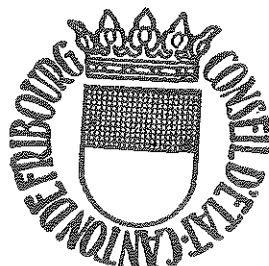
- La phase de transition permettant la sortie progressive du nucléaire nécessitera vraisemblablement la réalisation de centrales de production plus ou moins importantes utilisant les énergies fossiles, et tout particulièrement le gaz naturel. Il demeure néanmoins à ce jour un certain flou dans ce domaine. Il conviendrait de ce fait d'approfondir les études permettant de planifier précisément le développement à moyen terme des **centrales à gaz à cycle combiné et des installations couplages chaleur-force.**
- Les installations mentionnées au point précédent devront pouvoir être compétitives dans un marché ouvert, lequel ne s'arrête pas aux frontières du pays. Pour se faire, l'adhésion au système européen d'échange des **certificats d'émissions de CO2 (certificats EU-ETS)** sera indispensable.
- Le développement accru des énergies renouvelables alimentant le réseau électrique de manière périodique et en fonction des conditions météorologiques (par ex : solaire, éolien), **nécessitera la création d'importantes capacités de stockage**, notamment par la réalisation de nouvelles infrastructures de pompage-turbinage. L'objectif visé est très ambitieux et sera fortement influencé par l'évolution de différentes politiques sectorielles. De ce fait, la capacité de stockage annoncée devrait encore être confirmée.


En conclusion, sous réserve de la prise en considération des remarques formulées précédemment et des éléments de réponses figurant dans le questionnaire annexé à la présente, **le Conseil d'Etat approuve la stratégie énergétique 2050 de la Confédération.**

En vous remerciant de nous avoir consultés et de bien vouloir prendre en compte notre détermination, nous vous prions d'agréer, Madame la Conseillère fédérale, l'expression de notre considération distinguée.

Au nom du Conseil d'Etat:


Anne-Claude Demierre
Présidente




Danielle Gagnaux
Chancelière d'Etat

Annexe ment.

Questionnaire sur le projet soumis à la consultation de la Stratégie énergétique 2050

Organisation répondant au questionnaire: **Conseil d'Etat du Canton de Fribourg**

Sommaire

Questionnaire sur le projet soumis à la consultation de la Stratégie énergétique 2050.....	1
Questions générales	2
Loi sur l'énergie nucléaire	2
Objet, objectifs et principes de la loi sur l'énergie.....	2
Efficacité énergétique	3
Bâtiment	3
Mobilité	5
Entreprises d'approvisionnement en énergie et entreprises de la branche énergétique	5
Industrie et services	6
Energies renouvelables	7
Conditions de raccordement, obligations de reprise et de rétribution	8
Système de rétribution de l'injection	9
Contribution unique aux petites installations photovoltaïques.....	10
Supplément sur les coûts de transport	10
Centrales fossiles.....	11
Réseaux	12

Afin de cocher les cases pour répondre aux questions, cliquer deux fois dessus puis cliquer sur «Case activée».

Questions générales

1. Êtes-vous dans l'ensemble d'accord avec le projet mis en consultation concernant la Stratégie énergétique 2050?

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: D'une manière générale, la stratégie énergétique 2050 est également en adéquation avec la stratégie énergétique adoptée par le Conseil d'Etat en 2009.

2. Etes-vous d'accord avec la Stratégie énergétique 2050 qui procède par étapes (deuxième étape selon le chiffre 1.4 du rapport explicatif)?

Rapport explicatif: 1.3 (premier paquet de mesures), 1.4 (deuxième étape)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: Il est prévu que le premier paquet (1^{ère} étape -> 2020) soit basé sur un système d'encouragement, respectivement basé sur le système existant renforcé. Le risque est dès lors important qu'un changement de système à opérer en 2020 soit encore plus difficile que s'il était réalisé dès la concrétisation de la nouvelle stratégie énergétique. De ce fait, il serait probablement opportun de se demander si des conditions permettant de faciliter un changement de système devraient être créées dès la première phase du processus de mise en place de la nouvelle stratégie énergétique.

3. Etes-vous d'accord de lier la sortie progressive du nucléaire au présent paquet de mesures?

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: La sortie du nucléaire influence considérablement la sécurité d'approvisionnement énergétique de la Suisse et il est impératif de la lier à la concrétisation de la stratégie énergétique 2050.

Loi sur l'énergie nucléaire

4. Etes-vous d'accord que l'octroi d'autorisations générales pour la construction de nouvelles centrales nucléaires soit interdit?

Loi sur l'énergie nucléaire, art. 12, al. 4 (nouveau)

Rapport explicatif: 1.2 et 2.2.6

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Objet, objectifs et principes de la loi sur l'énergie

5. Etes-vous d'accord que la loi fixe des objectifs de développement pour la production d'électricité issue des énergies renouvelables et des objectifs de consommation?

L'Ene art. 2 et 4, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: ensemble du rapport, notamment les points 1.2, 1.3, 1.6, 2.1 (1^{er} chapitre)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: Oui, à condition que l'objectif de production d'électricité renouvelable soit un objectif global et non pas un ensemble d'objectifs sectoriels fixés pour chaque type de production renouvelable (solaire, éolien, hydroélectrique, biomasse). Par ailleurs, un objectif doit aussi être fixé pour le développement de l'énergie thermique renouvelable.

Le modèle d'encouragement devra permettre de développer les technologies les plus efficaces et les plus proches des prix du marché

L'objectif à atteindre étant très ambitieux, il conviendra de mettre en place un système de monitoring permettant de suivre l'évolution des mesures et d'adapter les mesures en tenant compte de l'évolution de la situation.

Efficacité énergétique

Bâtiment

6. Etes-vous d'accord avec l'augmentation prévue des ressources totales allouées à la Confédération et aux cantons en vue de renforcer le programme Bâtiments à 600 millions de francs par an au maximum dès 2015?

Loi sur le CO₂, modifications art. 29 et 34

Rapport explicatif: 1.3.1 (Bâtiment) et 2.2.2

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: Oui, car il est impératif de mettre un accent particulier sur le domaine de la rénovation des bâtiments, lequel représente à lui tout seul près de la moitié de l'énergie consommée en Suisse. Néanmoins, une contribution financière supplémentaire des cantons ne devrait pas être exigée.

7. Quelle variante préférez-vous pour la modification de la base légale relative à l'affectation du produit de la taxe sur le CO₂ au domaine du bâtiment?

Loi sur le CO₂, modifications art. 29 et 34

Rapport explicatif: 1.3.1 (Bâtiment) et 2.2.2

- ☐ Variante 1 (*Loi sur le CO₂, modifications art. 29 et 34, variante 1*)
☒ Variante 2 (*Loi sur le CO₂, modifications art. 29 et 34, variante 2*)
☐ Aucune des deux variantes
☐ Sans opinion

Remarques: Cette variante permettrait la poursuite du programme actuel dont l'essentiel du financement est assuré par la taxe sur le CO₂, sans demander un effort financier supplémentaire aux cantons.

8. Etes-vous d'accord que la déduction fiscale des coûts d'investissements dans les bâtiments qui servent à économiser l'énergie et à protéger l'environnement puisse être répartie sur trois ans et qu'à partir de 2025, il ne soit possible de déduire fiscalement les investissements (cf. rapport explicatif: 2.2.3) qui servent à économiser l'énergie et à protéger l'environnement que lorsque le bâtiment concerné respecte une norme énergétique minimale déterminée?

Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct, art. 31a (nouveau), art. 32, al. 2^{bis} (nouveau), art. 32, al. 2^{ter} (nouveau), art. 67a (nouveau) et art. 205e (nouveau); Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, art. 9, al. 3^{bis} à 3^{quiquies} (nouveau), art. 10, al. 1^{ter} (nouveau), art. 25, al. 1^{ter}, art. 72q (nouveau) et 78f (nouveau)

Rapport explicatif: 1.3.1 (Bâtiment), 2.2.3 et 2.2.4

- ☐ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques: La décision pour un assainissement énergétique dépend en grande partie des possibilités financières des propriétaires de bâtiments et de l'envie de se laisser défier par des projets d'assainissement toujours plus exigeants. Les adaptations de la législation fiscale proposées font que des mesures somme toute favorables sur le plan énergétique ne pourraient plus profiter des allègements. Ceci profitera en majorité aux propriétaires de bâtiments capables de toute manière de réaliser des assainissements complets. En revanche, une grande partie des propriétaires perdrait le droit de revendiquer des allègements pour des mesures de moindre envergure.

On peut par ailleurs s'interroger si, d'un point de vue constitutionnel, la Confédération peut légitimement empiéter aussi loin dans la souveraineté fiscale des cantons.

Finalement, différentes enquêtes arrivent à la conclusion que les incitations fiscales ne déploient que des effets limités et génèrent des effets d'aubaine élevés. De ce fait, il ne faut nullement s'attendre à ce que le taux d'assainissements soit sensiblement influencé par des incitations fiscales supplémentaires.

Mobilité

9. Etes-vous d'accord avec le renforcement de la valeur cible d'émissions de CO₂ pour les voitures de tourisme immatriculées pour la première fois à 95 g CO₂/km en moyenne d'ici la fin 2020?

Loi sur le CO₂, modification art. 10

Rapport explicatif: 1.3.1 (Mobilité) et 2.2.2

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: Oui, dans la mesure où cela correspond aux règles appliquées au niveau de l'UE.

10. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une valeur cible d'émissions de CO₂ pour les voitures de livraison et pour les tracteurs à sellette légers immatriculés pour la première fois et sa fixation à 175 g CO₂/km en moyenne d'ici la fin 2017 et à 147 g CO₂/km en moyenne d'ici la fin 2020?

Loi sur le CO₂, modification art. 10

Rapport explicatif: 1.3.1 (Mobilité) et 2.2.2

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: ---

Entreprises d'approvisionnement en énergie et entreprises de la branche énergétique

11. Etes-vous d'accord que les fournisseurs d'électricité doivent remplir les objectifs fixés en vue d'accroître constamment l'efficacité de la consommation d'électricité (au moyen de l'introduction de certificats dits blancs)?

LEne, art. 43 à 46, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.1 (Entreprises d'approvisionnement en énergie) et 2.1 (chapitre 6, 3^e paragraphe)

☐ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques: Il est tout simplement inapproprié d'imposer aux fournisseurs d'électricité de remplir des objectifs en vue de réduire la consommation d'électricité. Ce principe est totalement contraire aux règles du marché.

Par ailleurs, il revient essentiellement à l'Autorité de fixer des règles claires en matière de consommation afin que l'électricité soit utilisée de manière efficace.

12. Etes-vous d'accord que la Confédération ait la possibilité d'obliger les entreprises de la branche énergétique, aux fins de transparence et d'information, à publier des données (notamment relatives à la consommation d'électricité et de chaleur de groupes de clients et relatives aux offres et aux mesures visant à promouvoir les énergies indigènes, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique)?

LEne, art. 62, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 2.1 (chapitre 9)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: Oui, pour autant que le principe de la protection des données soit respecté. Cette possibilité devrait toutefois aussi pouvoir être donnée à l'Autorité cantonale.

Industrie et services

13. Etes-vous d'accord avec l'élargissement des appels d'offres publics à la production et à la distribution d'électricité?

LEne, art. 33, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.1 (Industrie et services) et 2.1 (chapitre 4)

☐ Oui ☐ Non ☒ Sans opinion

Remarques: Il serait vraisemblablement suffisant de prévoir un système avec un taux de rétribution permettant la rentabilité des installations présentant une certaine efficacité. De ce fait, la régulation serait établie de manière naturelle, sans complications administratives supplémentaires.

Serait-il par ailleurs du ressort de la Confédération de négocier des offres pour les taux d'injection du courant sur le réseau ?

14. Etes-vous d'accord que les consommateurs finaux dont la consommation électrique annuelle est supérieure à 0,5 GWh puissent s'engager envers la Confédération à accroître leur efficacité électrique et à réduire leurs émissions de CO₂ et ainsi se faire rembourser le supplément sur les coûts de transport?

LEne, art. 38, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.1 (Industrie et services) et 2.1 (chapitre 5, 1^{er} paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: Le remboursement ne devrait toutefois prendre en compte que la partie de l'investissement non couverte par l'économie réalisée sur la facture d'électricité.

Energies renouvelables

15. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une planification commune de la Confédération et des cantons et d'un plan des potentiels de développement à l'échelle suisse pour le développement des énergies renouvelables?

LEne, art. 11 et 12, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Mesures de soutien), 2.1 (chapitre 2, 2^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: Sur le principe, nous soutenons le fait qu'une planification soit clairement établie afin de permettre le développement à grande échelle des énergies renouvelables dans notre pays. Nous ne sommes toutefois pas convaincus que la méthode proposée soit la bonne. En effet, elle n'apporte pas forcément d'éléments supplémentaires par rapport à la situation actuelle, si ce n'est que l'approche d'analyse serait quelque peu uniformisée entre les cantons. Mais, telle que prévue, la planification commune pour l'ensemble de la Suisse lierait les seules autorités et les voies de droit actuelles continueront d'influencer les procédures et les délais pour la concrétisation des projets. Le plan des potentiels de développement coordonné par la Confédération n'aura donc pratiquement aucune influence sur la réalisation effective des projets.

En outre, le délai fixé à trois ans pour la réalisation de la planification susmentionnée est extrêmement court.

Considérant ce qui précède, nous estimons qu'il y aura lieu de réviser fondamentalement les articles 11 et 12.

16. Etes-vous d'accord que les cantons soient obligés de délimiter dans le plan directeur, en particulier pour la force hydraulique et l'énergie éolienne, les zones et les tronçons de cours d'eau propres à l'utilisation et à présenter à cette fin un plan d'affectation?

LEne, art. 13, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Mesures de soutien), 2.1 (chapitre 2, 2^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: Sur le principe nous sommes favorables à la mesure, mais nous relevons toutefois que l'art.13 al.2 enfreint le principe de subsidiarité entre la Confédération et les cantons.

Par ailleurs, il faudrait aussi que l'article 13 soit complété de manière à ce que les cantons présentent les cours d'eau ou tronçons de cours d'eau d'une importance écologique particulière exigeant une protection intégrale.

17. Etes-vous d'accord que de nouvelles installations destinées à utiliser les énergies renouvelables puissent revêtir un intérêt national à partir d'une certaine taille et d'une certaine importance?

LEne, art. 14, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif 1.3.2 (Mesures de soutien), 2.1 (chapitre 2, 2^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: La manière de définir la taille et l'importance d'une installation devrait être précisée plus clairement dans la loi. De plus, le Conseil fédéral devrait associer les cantons à l'établissement de cette définition.

Nous relevons toutefois que les objectifs définis pour la force hydraulique sont partiellement en porte-à-faux avec ceux de la protection des eaux, ainsi que ceux de la protection des espèces, des biotopes et du paysage. La stratégie de la Confédération relative à l'utilisation des eaux et leur protection peut sembler contradictoire. D'une part, elle souhaite développer la force hydraulique et, d'autre part, elle invite les cantons à revitaliser les cours d'eau et à assainir les centrales hydroélectriques.

Conditions de raccordement, obligations de reprise et de rétribution

18. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une réglementation de la consommation propre, autrement dit avec la création de la possibilité légale pour des exploitants d'installations de consommer l'énergie qu'ils ont eux-mêmes produite?

LEne, art. 17, al. 2, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 1^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: Il n'en demeure pas moins que le consommateur devra tout de même participer au financement du réseau, même pour l'énergie consommée sur le site même.

Système de rétribution de l'injection

19. Etes-vous d'accord avec l'exclusion de la participation au système de rétribution de l'injection des usines d'incinération des ordures ménagères, des installations au gaz d'épuration et des installations alimentées partiellement aux combustibles ou aux carburants fossiles?

LEne, art. 18, al. 4, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 2^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: Sur le principe nous sommes favorables à la proposition. Nous relevons toutefois qu'il ne faudrait pas que cela aboutisse à un renoncement de la valorisation de certaines ressources telles que les ordures ménagères ou le gaz d'épuration en fonction de l'évolution des prix du marché. Pour éviter un tel cas, étant donné que la production d'énergie n'est pas le but primaire de la réalisation de telles infrastructures, la valorisation énergétique dans le cadre de leur mise en œuvre (et rénovation) pourrait être rendue obligatoire.

20. Etes-vous d'accord avec la limitation des moyens financiers annuels disponibles pour la promotion des installations photovoltaïques? Ce contingentement doit remplacer la réglementation aujourd'hui échelonnée avec le plafond global et les plafonds partiels.

LEne, art. 20, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 2^e paragraphe)

☐ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques: Le contingentement ne serait pas nécessaire dans la mesure où les conditions du marché étaient appliquées pour l'ensemble des moyens de production valorisant les énergies renouvelables.

En outre, La valeur indicative de 600 GWh est beaucoup trop basse et pas représentative de l'évolution prévisible dans ce domaine.

21. Etes-vous d'accord qu'un organe séparé soit créé en la forme d'une filiale de la Société nationale du réseau de transport pour l'exécution du système de rétribution de l'injection et pour les nouvelles tâches (rétribution unique pour les petites installations photovoltaïques, système de rétribution du CCF)?

LEne, art. 65 et 66, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 2.1 (chapitre 10)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: ---

Contribution unique aux petites installations photovoltaïques

22. Etes-vous d'accord que les installations photovoltaïques d'une puissance de moins de 10 kW soient encouragées en dehors du modèle de la rétribution de l'injection?

L'Ene, art. 28 à 30, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 3^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: ---

23. Etes-vous d'accord que les installations photovoltaïques d'une puissance de moins de 10 kW soient encouragées avec une contribution unique (rétribution unique) au lieu de la rétribution de l'injection? Ou préférez-vous, comme alternative à la rétribution unique, le *Net Metering* pour la promotion future des petites installations photovoltaïques d'une puissance inférieure à 10 kW?

L'Ene, art. 28 à 30, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 3^e paragraphe)

☒ Rétribution unique
☐ *Net Metering*
☐ Aucune des options mentionnées

Remarques: ---

24. Etes-vous d'accord que les petites installations photovoltaïques d'une puissance de moins de 10 kW en liste d'attente (sans décision positive) soient retirées du système de rétribution de l'injection et encouragées au moyen d'une rétribution unique?

L'Ene, art. 71, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 2.1 (chapitre 3, 2^e paragraphe et chapitre 12)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: ---

Supplément sur les coûts de transport

25. Etes-vous d'accord avec la suppression du plafond global et des plafonds partiels pour le financement des rétributions?

L'Ene, art. 36, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 5)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: ---

Centrales fossiles

26. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'un système de rétribution du CCF?

LEne, art 31 ss, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.3 et 2.1 (chapitre 3, 4^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: Les couplages chaleur-force permettent une utilisation très efficace de l'énergie fossile, en l'occurrence le gaz naturel. Ils s'inscrivent particulièrement bien dans un contexte de substitution progressive des énergies fossiles et participe à la production locale de courant électrique. Considérant le fait que les couplages chaleur force sont des installations généralement d'une certaine importance et/ou à développer en lien avec des réseaux de chauffages à distance, cela peut justifier le principe de n'encourager que les installations à partir d'une certaine puissance. Nous estimons toutefois que le seuil fixé à 350 kW (puissance calorifique) pourrait être revu à la baisse et se situer à 250 kW.

Il sera par contre opportun de fixer la valeur limite des émissions dans les dispositions de l'ordonnance sur la protection de l'air (OPAir) au lieu de la loi sur l'énergie. Ceci permettrait aux cantons de renoncer à poser des valeurs plus sévères dans leurs plans de mesures et de fixer une valeur uniforme pour l'ensemble de la Suisse.

27. Etes-vous d'accord avec le domaine de promotion du système de rétribution du CCF (installations dont la puissance calorifique se situe entre 0,35 MW et 20 MW compris)?

LEne, art. 31, al. 1, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.3 et 2.1 (chapitre 3, 4^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: ---

28. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une obligation de compenser toutes les émissions produites allant de pair avec l'exemption de la taxe sur le CO₂ pour les installations participant au système de rétribution du CCF?

Loi sur le CO₂, art. 22, al. 4^{bis} (nouveau)

Rapport explicatif: 1.3.3 et 2.2.2

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: Il sera néanmoins important que les compensations du CO₂ puissent être réalisées par le système d'échange de certificats européens ETS.

29. Quelles autres alternatives possibles pour promouvoir le couplage chaleur-force proposez-vous?

L'interdiction d'installer ou de remplacer des chaudières d'une certaine taille sans production simultanée d'électricité et valorisation de la chaleur. Ce principe serait à appliquer par les cantons par l'intermédiaire du MoPEC.

Réseaux

30. Etes-vous d'accord avec les réglementations proposées visant à accélérer la procédure dans le domaine du droit de l'électricité, notamment avec la limitation du recours au Tribunal fédéral aux questions juridiques de principe?

Loi sur le Tribunal fédéral, art. 83, let. w (nouveau)

Rapport explicatif: 1.3.4 et 2.2.1

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: ---

31. Etes-vous d'accord avec les réglementations proposées relative à l'introduction et à la prise en charge des coûts des systèmes de mesure intelligents?

Elle concerne notamment les normes de délégation relatives à l'introduction et à la fixation d'exigences minimales et la possibilité pour les gestionnaires de réseau de répercuter sur les clients finaux les coûts de l'introduction des systèmes de mesure intelligents prescrits par la loi en tant que coûts de réseau imputables.

Loi sur l'approvisionnement en électricité, art. 15, al. 1 et 1^{bis} (nouveau) et art. 17a (nouveau)

Rapport explicatif: 1.3.4 et 2.2.8

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: ---